



HAL
open science

Is there a European legitimacy?

Sophie Duchesne, Virginie van Ingelgom

► **To cite this version:**

Sophie Duchesne, Virginie van Ingelgom. Is there a European legitimacy?. Benoît Rihoux; Virgine Van Ingelgom; Samuel Defacqz. La légitimité de la science politique. Construire une discipline, au-delà des clivages., Presses Universitaires de Louvain, pp.51-70, 2015, 9782875583796. halshs-01241934

HAL Id: halshs-01241934

<https://shs.hal.science/halshs-01241934>

Submitted on 11 Dec 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Texte paru dans « La légitimité de la science politique. Construire une discipline, au-delà des clivages ».
Livre en hommage à André-Paul Frogner. Benoît Rihoux, Virginie Van Ingelgom et Samuel Defacqz
eds. Presses Universitaires de Louvain. 2015. P.51-70

Is there a European legitimacy?

20 ans plus tard, l'aventure continue...

Sophie Duchesne
Virginie Van Ingelgom

Such observations are speculative. Meanwhile our empirical analysis makes clear that, whatever the tendencies and processes involved, it is too soon to speak of the internationalization of identities. For the present, a European identity is a vanguard phenomenon (Duchesne et Frogner, 1995, p. 223)

Il y a 20 ans de cela paraissaient les volumes consacrés au programme d'analyse des enquêtes de l'Eurobaromètre: *Beliefs in Government*. Le volume deux, intitulé *Public Opinion and Internationalized Governance* comprenait notamment le texte *Is there a European Identity?*, co-signé par André-Paul Frogner et Sophie Duchesne (Duchesne et Frogner, 2005). Ce chapitre a connu un succès inattendu, sans doute lié à l'emballement que les études européennes ont manifesté depuis pour la notion d'identité européenne. Pourtant, c'est moins l'identité qui faisait l'objet de ce travail que la légitimité de la communauté politique européenne en construction. Elèves d'André-Paul, nous voulons relater ici comment cette première collaboration a donné lieu à une série de travaux qui mettent en œuvre une conception originale des *mixed methods* et qui perdure dans la longue durée *via* des projets de recherche portés par nos intérêts scientifiques communs mais aussi, par l'amitié qui s'est instaurée entre nous. Nous montrerons comment ce programme de recherche, au lieu de lâcher la proie pour l'ombre comme l'ont fait une partie importante des études européennes, obsédées par la recherche de l'identité européenne, reste inscrit dans la question, fondamentale pour André-Paul, de la légitimité du système politique né de l'intégration européenne.

Vingt années de recherche avec André-Paul à la recherche de la légitimité de l'UE : témoignages

Episode un: Du soutien affectif à la saillance des questions européennes, en passant par la multidimensionnalité de l'identification à l'Europe et à la nation

Le chapitre *Is there a European identity?* fut élaboré au sein d'une équipe internationale, financée par la Fondation européenne pour la science, dont l'objet était de réanalyser les données Eurobaromètres depuis leur création. Le sous-groupe auquel participaient André-Paul et Sophie était en charge des questions relatives aux transformations de la relation entre les citoyens et le gouvernement consécutives à l'internationalisation de ce dernier. Le cadre théorique était fermement ancré dans l'approche eastonienne et le groupe dédié à l'étude de l'évolution du soutien dans toutes ses dimensions. André-Paul et Sophie, tous deux intéressés au soutien diffus et à sa dimension affective, ont été invités à analyser ensemble les questions portant sur l'identification européenne.

Cette collaboration, fruit du hasard, que les positions professionnelles et les formations très différentes des auteurs, en matière méthodologique notamment, auraient pu rendre difficile, s'est révélée aussi fructueuse qu'agréable. Nul doute que les très grandes qualités humaines d'André-Paul, sa capacité à écouter, encourager et épauler ses jeunes collègues y furent pour beaucoup¹. L'article concluait sur une note sceptique: l'analyse des relations entre les différentes variables mesurant le soutien à l'intégration, l'attachement aux territoires, les propriétés sociodémographiques et politiques ne permettait pas de faire apparaître une internationalisation de l'identification territoriale ayant un impact positif sur les attitudes favorables à la poursuite de la construction européenne. Par contre, l'analyse des données de l'Eurobaromètre venait conforter et étendre les résultats du travail qualitatif alors mené par Sophie sur le cas français dans le cadre de sa thèse²: l'internationalisation de l'identification n'était pas contradictoire avec le maintien de l'attachement à la nation. Au contraire puisque la nation pouvait même être considérée, à certains égards, comme le vecteur de la mobilisation cognitive prédite par Ronald Inglehart (1970). Si l'internationalisation de l'identification territoriale contribuait à affaiblir d'autres identités, cela touchaient les niveaux infranationaux – du local à la région – mais pas le niveau national.

¹ Notons que *Is there a European Identity?* doit aussi à un autre élève d'André-Paul, Benoit Rioux, qui réalisa une partie des traitements statistiques.

² André-Paul accepta dès lors de participer au jury de la thèse (Duchesne, 1997).

C'est ce dernier résultat, l'absence d'antagonisme entre attachements national et européen, qui a été repris et discuté, plus que la note sceptique sur l'effet de l'identification européenne sur le soutien à l'intégration. Des collègues proches ou moins proches comme Nonna Mayer (Mayer, 1996), Elisabeth Dupoirier (Dupoirier, 2000), Jean Blondel et Richard Sinnott (Blondel, Sinnott et Svensson 1998) ont au cours des années suivantes mis en doute l'idée que l'attachement national ne soit pas un frein à l'identification européenne. Leurs arguments mettaient en avant la rupture créée par la ratification du Traité de Maastricht introduisant la citoyenneté de l'Union, laquelle aurait changé la nature de l'identification à l'Europe et introduit une forme de concurrence avec l'identification nationale. André-Paul et Sophie ont repris leurs analyses (Duchesne et Frogner, 2002) et montré tout d'abord que le changement de relations statistiques entre les mesures de l'identification à la nation et à l'Europe à partir de 1994 venait essentiellement du changement d'indicateur utilisé pour appréhender cette dernière. La nouvelle mesure, la question dite « Moreno », postule l'antagonisme entre les deux niveaux³ et l'introduisait donc dans les données. Surtout, ils ont montré que l'identification territoriale articule au moins deux dimensions pour lesquelles la relation entre les deux niveaux d'identification territoriale est inversée. La première dimension est qualifiée alors de « sociologique » : elle manifeste la disposition de l'acteur à s'identifier à des collectifs, de telle sorte que l'internationalisation de l'identification procède par extension de l'appartenance nationale, vecteur de socialisation à un « nous » communautaire. Identifications nationale et européenne sont alors positivement corrélées, contrairement à ce qu'on observe quand la seconde dimension est à l'œuvre. Celle-là est dite « politique » : elle est la conséquence des mobilisations nationalistes qui opposent nation et Europe et dont les effets se font particulièrement sentir dans les périodes de scrutins européens. La robustesse de l'effet de ce contexte électoral sur la relation entre identification à l'Europe et à la nation fut vérifiée⁴ lors de la préparation de la version anglaise de l'article (Duchesne et Frogner, 2008).

La multidimensionalité de l'identification territoriale et plus spécifiquement, de l'identification ou de l'identité européenne en devenir, s'est rapidement imposée dans les études européennes (voir notamment Schild ainsi que Medrano & Gutierrez dès 2001, Risse 2003, Citrin et Sides ainsi que Hooghe et Marks en 2004). Mais

³ Cette question, du nom du chercheur qui en a proposé la première formulation, est posée dans les Eurobaromètres de la façon suivante: « Dans un futur proche, est-ce que vous vous imaginez comme (citoyenneté) seulement, comme européen et (citoyenneté), comme un (citoyenneté) et un Européen ou comme Européen seulement ? ». Elle a remplacé une question qui postulait, elle, la complémentarité des deux attachements, national et européen: « Vous arrive-t-il de penser que vous êtes non seulement un (citoyen) (nationalité), mais aussi un (citoyen) européen ? Est-ce souvent, parfois, jamais ? »

⁴ Par deux stagiaires étudiants de l'école nationale de la statistique publique, l'ENSAE (J.Just et J.Lagier)

l'objectif qui avait présidé à la mise en évidence de la multidimensionalité de l'identification territoriale – saisir les éventuelles mutations de la nature du soutien et avec lui, de la légitimité d'un système politique dans le cadre de l'intégration européenne – fut perdu en chemin. En se consacrant trop largement à la recherche de l'identité européenne *per se*, considérée comme l'ultime vecteur de légitimité⁵, une grande partie des études européennes a d'une certaine façon lâché la proie pour l'ombre. Largement cité, le livre de Michael Bruter, *Citizens of Europe? The emergence of Mass European Identity*, est le meilleur exemple de ce décalage (Bruter, 2005).

Pour André-Paul au contraire, étudier les processus à l'œuvre derrière les évolutions des mesures d'une éventuelle identification à l'Europe visait essentiellement à travailler sur les transformations de la légitimité de son système politique eu égard à la fois au processus d'individualisation à l'œuvre dans les démocraties européennes et à la complexification des procédures de gouvernement engendrée par la multiplication des niveaux de décision et la globalisation des enjeux politiques. A l'issue des analyses publiées dans la RFSP et dans CEP, il a semblé nécessaire de quitter pour un temps l'analyse comparative à grande échelle pour se concentrer sur un petit nombre de cas bien maîtrisés et permettre ainsi d'approfondir l'analyse de chacun d'eux en utilisant des données plus riches que l'Eurobaromètre et en misant sur la comparaison quali-quantitative. André-Paul a toujours été un fervent promoteur de la méthode QCA et la collaboration entre Sophie et lui s'est prolongée avec la volonté d'articuler pleinement approches qualitative et quantitative. L'attrait pour les *mixed methods* a également présidé à la construction du projet CITAE: *Citizens talking about Europe*, qu'ils ont initié en 2005.

Episode deux: de la politisation à l'ambivalence et l'indifférence

CITAE articulait deux questions de recherche: la première sur la dynamique de politisation des discussions et la deuxième sur les attitudes à l'égard de l'intégration (Duchesne et Van Ingelgom, 2008 ; Duchesne et *alii*, 2010 & 2013). Il s'agissait d'observer, l'échange des arguments et la construction éventuelle de conflits sur des sujets ayant trait à l'Europe, et ce afin d'évaluer la saillance de ses enjeux, les contours de leur compréhension et les fondements des accords et désaccords relatifs à l'intégration. Les participants aux discussions analysées étaient soigneusement sélectionnés afin de maximiser à la fois leur homogénéité sociale et leur hétérogénéité politique. La mixité des méthodes ici était conçue comme un système d'aller-retour

⁵ Notons que cette démarche a été largement soutenue par l'UE puisque près de 45 millions d'euro ont été dépensés dans le cadre des 6e et 7e programmes cadres pour financer des projets consacrés à l'identité européenne. (cf. le policy review élaboré par Robert Miller pour la DG recherche en 2012 : *The Development Of European Identity/Identities: Unfinished Business*)

entre méthodes quantitative et qualitative, les entretiens collectifs ayant été conçus sur la base des résultats – et des limites – des analyses de l'Eurobaromètre (Frognier, 2013). Ainsi les groupes ont été composés afin de permettre une double comparaison, sociale et nationale, de manière à approfondir la compréhension de l'impact, largement documenté mais pas toujours vraiment expliqué, des différences sociales et nationales sur les attitudes à l'égard de l'intégration. Le questionnement, tout en reprenant des thématiques largement défrichées par l'Eurobaromètre (sur ce qu'être européen veut dire, la répartition du pouvoir en Europe, les bénéficiaires de l'intégration et l'entrée de la Turquie), était formulé de façon ouverte. La conduite des entretiens laissait les participants orienter les discussions vers les sujets qui les intéressaient, en réponse aux interrogations que suscitent les questions de sondage portant sur l'Europe dont on peine à évaluer la portée des réponses alors qu'il semble clair que beaucoup de ces questions n'évoquent pas grand-chose à celles et ceux qui y répondent (Gaxie et *alii*, 2010 ; Diez Medrano, 2010). On peut également mettre au compte de l'influence de la méthode quantitative le soin que nous avons mis à documenter le processus d'enquête et contrôler la composition des groupes (Garcia et Van Ingelgom, 2010 ; Duchesne et *alii*, 2013 : 160-195).

Les trois « cas » choisis pour le projet, la France, la Belgique francophone et l'Angleterre, en plus de contraster les pays au regard de la place qu'ils occupent dans l'UE, étaient justifiés par des réseaux d'interconnaissance permettant de rassembler une équipe plurinationale réellement compétente sur chacun d'eux et capable de travailler en langue originale. Mais pour mettre en œuvre le projet, il a fallu se faire aider par de jeunes chercheurs dans chacune des villes enquêtées. C'est ainsi que Virginie Van Ingelgom a rejoint l'équipe.

Elle a intégré l'équipe de CITAE à la suite de l'obtention d'un mandat d'aspirante FNRS soutenu par André-Paul. Son projet de recherche initial visait à étudier la légitimité politique de l'Union européenne en partant du cadre d'analyse eastonien et en s'appuyant sur l'étude des données de sondage Eurobaromètre. Les analyses proposées par les études européennes renvoyaient (et renvoient toujours largement) à la distinction classique entre soutiens utilitaire et affectif. A l'origine du questionnement de la thèse de Virginie, il avait la conviction, pour ne pas dire l'obsession d'André-Paul, que ces applications de la théorie eastonienne n'étaient pas satisfaisantes notamment parce qu'elles confondaient la légitimité et le soutien, et en particulier, légitimité et soutien affectif, lui-même assimilé à l'identité. Ce constat a donné lieu à une première communication co-écrite par André-Paul et Virginie dont l'objet était d'abord de reformuler le cadre d'analyse en distinguant clairement ce qu'Easton désigne comme « réservoir » de légitimité – plus communément appelé soutien diffus – des objets envers lesquels il peut se manifester, au nombre desquels fait partie la communauté politique. La perspective adoptée dans ce premier papier articulait donc les notions d'identification et de légitimité, sans les confondre, et insistait sur la nécessité de prendre en compte le temps long pour rendre compte de cet

effet de réservoir de légitimité en ne négligeant ni les processus de socialisation – principalement dans le cadre national – ni l’expérience du gouvernement accumulée par les citoyens (Frognier et Van Ingelgom, 2006). Mais le projet de thèse de Virginie s’est rapidement et profondément transformé après qu’André lui ait proposé de se rendre au CEVIPOF, à Paris, pour y rencontrer Sophie et Florence Haegel et voir si elle souhaitait prendre part au projet CITAE qu’ils venaient de monter ensemble. Son intégration dans l’équipe de recherche a non seulement modifié la dynamique dans laquelle sa thèse allait s’inscrire – André-Paul et Sophie lui proposant rapidement de la suivre en cotutelle – mais a également transformé son projet en une thèse de *mixed-method*. Au cœur de la thèse résidait l’héritage de leurs travaux en ce sens qu’elle évitait la question de l’identité européenne, devenu un point de passage obligé des études européennes, et optait pour la complémentarité des données et méthodes qualitatives et quantitatives. Ces changements témoignent également de la liberté de recherche offerte par André-Paul à ses doctorantes et doctorants.

De cette collaboration de cinq années – forte de la réalisation de trois terrains nationaux – sont nés deux ouvrages qui se répondent tout autant qu’ils se prolongent: *Overlooking Europe* et *Integrating Indifference* (Duchesne et alii, 2013 ; Van Ingelgom, 2014). Ils témoignent de l’efficacité des allers-retours constant entre données quantitatives et qualitatives, entre démarches inductive et déductive, pensées comme complémentaires et non concurrentes. Dans le premier ouvrage, nous avons pris acte des résultats accumulés jusqu’ici par les études européennes, tant quantitatifs que qualitatifs, à la fois, comme on l’a vu, dans la conception du design de la recherche que dans la mise en perspectives de nos propres résultats. Les 24 focus groupes réalisés à Bruxelles, Paris et Oxford entre fin 2005 et juin 2006 nous ont permis d’étudier les réactions des citoyens ordinaires et en conséquence, de mettre en cause une lecture centrée sur l’euro-scepticisme. Nous avons ainsi pu montrer que, avant la crise de 2008, les citoyens européens qu’on peut qualifier “d’ordinaires”, au sens où ils ne manifestent pas d’intérêt particulier pour les questions politiques, avaient peu conscience de l’intégration européenne: ils l’ignoraient très largement, masquée qu’elle était par la mondialisation des échanges économiques et la crise profonde du politique. Loin de rejeter l’UE, ils lui étaient soit indifférents, soit ils manifestaient à son égard une profonde ambivalence. Dans nos observations, les réactions des groupes populaires et employés contrastent en effet fortement avec celles des militants et des citoyens les plus politisés, dont les discussions étaient, elles, fortement clivées sur les enjeux européens. La distinction entre élites et masses, ou du moins, les deux se recoupant souvent, entre populations politisées ou non, s’est donc révélée essentielle pour comprendre les réactions à l’intégration. Dans le premier cas, on pouvait bien, comme le suppose l’analyse du soutien et du rejet de l’intégration, parler d’attitudes à l’égard de l’intégration européenne dès lors que leurs opinions sem-

blaient effectivement structurées, mais pour les autres, on observait plutôt des réactions dont il fallait comprendre le fonctionnement⁶. Dans la lignée des résultats quantitatifs, les différences nationales et sociales se sont révélées également prégnantes dans nos observations. Mais notre méthode conduisait à interpréter les différences sociales autrement qu'en termes de déficit : les groupes précaires et ouvriers manifestaient beaucoup d'engagement dans les discussions, à propos de sujets relatifs à leur vie quotidienne notamment, mais pas seulement: la globalisation était très présente dans leurs interventions, de même que l'ordre du monde postcolonial; les questions européennes par contre ne donnaient lieu à aucun débat, aucun conflit, alors même que les participants avaient été choisis parce qu'ils avaient, « sur le papier »⁷, fait valoir des positions différentes, contradictoires, au sujet de l'intégration.

Rédigée de manière concomitante, la thèse de Virginie confirme ces résultats, obtenus à partir d'analyses essentiellement interprétatives, grâce au codage systématique des entretiens qu'elle a réalisés. Elle les prolonge ensuite en réanalysant les données quantitatives longitudinales de l'Eurobaromètre. Pour cela, elle repart des questionnements initiaux sur la légitimité politique de l'Union européenne et analyse en détail une dimension importante du cadre eastonien mais largement absente de l'étude des attitudes à l'égard de l'intégration : l'assentiment tacite des masses, qu'André-Paul relie à la « servitude volontaire » (de La Boétie, 1995 [1956]). *Integrating indifference* met en évidence la part grandissante prise par l'ambivalence et l'indifférence dans les réactions des citoyens à l'égard de l'intégration européenne dans le temps long et décrypte leurs logiques. Les deux ouvrages soulignent ensemble la nécessité de prendre véritablement en compte ces réactions ambivalentes et indifférentes pour qui veut étudier la légitimité du système politique européen aujourd'hui et plus largement, comprendre l'évolution politique de nos sociétés occidentales. Notre approche théorique distinguant les réactions des attitudes permet justement de considérer cette ambivalence et cette indifférence comme un objet d'étude et non comme une catégorie résiduelle inexplicable. En creux de l'étude de ces réactions, on retrouve l'absence de saillance des enjeux européens et la faiblesse de l'identité européenne, renouvelant et élargissant les résultats antérieurs de Sophie et André-Paul.

⁶ La distinction entre attitudes et réactions est en soi un résultat empirique à portée théorique du projet *Citizens Talking About Europe*. Ce résultat, sur lequel on reviendra à la fin de ce texte, constitue d'ailleurs la trame de fond de l'introduction de notre ouvrage *Overlooking Europe*, intitulée *Concepts and Theory : Political Sociology and European Studies* (Duchesne et alii, 2013 : 6-33).

⁷ Chaque participant, sélectionné sur la base d'informations recueillies au moment où il/elle se portait volontaire pour la discussion, devait préalablement à la discussion répondre à un questionnaire comportant notamment des questions classiques de l'Eurobaromètre, ceci afin de pouvoir repérer notre échantillon par rapport à la population de chacun des pays étudiés (Duchesne et alii, 2013 : 160-195).

Sur quelques conséquences de ces résultats pour préparer le prochain épisode

En finir avec la focalisation sur les élites

L'ensemble des travaux menés avec et/ou dans le sillage d'André-Paul invitent à reconsidérer et à préciser certaines des thèses soutenues par la littérature existante. Tout d'abord, nos résultats confirment pour partie la thèse développée par Neil Fligstein dans son ouvrage *Euroclash* (Fligstein, 2008). On observe bien une division profonde dans le rapport des citoyens européens à l'intégration, entre ceux qui bénéficient de la construction européenne – on pense notamment aux *Eurostars* étudiés par Adrian Favell (2008) – et les autres, la très grande majorité, qui pour l'essentiel en pâtissent. Cette thèse était déjà celle de Mathew Gabel (1998), construite sur la simple base du choix rationnel, mais Fligstein l'a développée en y intégrant une analyse en termes d'identité, largement reprise depuis. Quoiqu'il en soit, notre accord sur la dualité profonde des réactions à l'intégration s'arrête là puisque nos résultats empiriques – ainsi que l'essentiel des travaux qui s'inscrivent dans le tournant qualitatif des études européennes (Duchesne, 2012 ; Duchesne et *alii*, 2013 : 6-33) – soulignent tous la très faible saillance de l'Europe pour la grande majorité des citoyens européens. De ce point de vue, on se doit de souligner les dommages causés par la tendance des études européennes à se focaliser sur les élites ou du moins, les citoyens les plus actifs à l'échelon européen et les plus visibles. Les travaux récents inspirés par ceux de Karl Deutsch en sont une bonne illustration puisqu'ils focalisent l'attention sur la mobilité et les interactions entre Européens, qui concernent le plus souvent, de l'aveu même de leurs auteurs, qu'une très petite partie de la population européenne (Deutsche, 1953 ; Kuhn, 2011). La multiplication des travaux sur l'identité des étudiants Erasmus va dans le même sens. Le reste de la population est appréhendé essentiellement en négatif des comportements des élites, pour en souligner l'eurosepticisme, supposé et décrié plus d'ailleurs que réellement documenté, selon un procédé qui rappelle le misérabilisme dénoncé par Grignon et Passeron dans l'étude des classes populaires (Grignon et Passeron, 1989). Car si les ressorts, les visages et les conséquences de l'eurosepticisme sont bien étudiés à travers notamment l'action des partis et des militants nationalistes en particulier, la proportion de citoyens réellement concernés est à nouveau très faible. L'eurosepticisme du plus grand nombre est simplement déduit de l'absence d'évaluation positive de l'intégration – qui ne soutient pas l'UE est considéré

comme lui étant hostile⁸ – et cette hostilité supposée est attribuée à la méconnaissance des citoyens « ordinaires » voire à leur mauvaise compréhension de la réalité qui les entoure. Le titre de notre ouvrage, *'Overlooking Europe'*, joue sur le double sens du verbe « *overlooking* » : avoir une vue panoramique mais aussi, ne pas voir. Dans nos discussions, une partie des interviewés passaient à côté du sujet, semblant ne pas voir le niveau européen de gouvernement; les autres au contraire, en faisaient facilement le tour. On pourrait dire que les études européennes font de même avec les citoyens « ordinaires »! En abordant la question des rapports à l'Europe sous le prisme des attitudes, elles passent à côté des réactions – non structurées mais répondant à des logiques propres – d'une partie importante des citoyens européens. Elles ne voient pas vraiment comment ils réagissent en fait à l'intégration et les englobent dans des modèles généraux – le plus souvent pensés en termes d'attitudes de soutien ou de rejet – qui en disent plus long sur les ressorts attendus de la légitimation du système européen que sur sa légitimité véritable, empiriquement fondée. De fait, les études européennes participent elles-mêmes, directement, à la légitimation de l'UE et les modèles qu'elles utilisent – de l'utilité à l'identité puis à la politisation – nous renseignent plus sur le système politique auquel nos collègues aspirent que sur la dynamique politique à l'œuvre dans les démocraties européennes (Schrag-Stenberg, 2013 ; Van Ingelgom, 2014). Pour comprendre ce qu'il est en train d'advenir de la légitimité du ou plutôt, des systèmes politiques en Europe, il importe donc tout particulièrement de se donner les moyens de centrer l'analyse sur les citoyens les moins impliqués, politiquement et socialement, dans le processus d'intégration.

Appréhender l'Europe, et le monde, à partir de la nation

Dès lors qu'on se place dans une approche compréhensive et qu'on regarde les choses du point de vue de ceux à qui l'intégration s'impose, celui des gouvernés, des citoyens européens, on se doit de prendre au sérieux les appartenances dans lesquelles ils ont été socialisés. En termes politiques, cela signifie très largement partir de l'appartenance nationale (même si les appartenances locales jouent évidemment un rôle) dès lors que la socialisation politique passe très largement, et très précocement, par l'apprentissage de l'appartenance nationale (Throssell, 2010). Il est de bon

⁸ Notons d'ailleurs qu'envisagée au niveau national, l'assimilation entre évaluation négative et le rejet ne tient plus du tout: la légitimité des systèmes politiques nationaux reste forte en Europe, comme l'indique par exemple les taux records de fierté nationale qu'on continue d'enregistrer, ce qui n'empêche pas les citoyens de manifester massivement leur désaccord avec leurs gouvernement ou la façon dont la démocratie fonctionne chez eux. Nous avons de la même façon pu observer dans nos discussions que les Belges comme les Français, lorsqu'ils parlent de leur pays, le font surtout de façon négative, ce qui ne les empêche en rien de s'y sentir profondément attachés (Duchesne et Van Ingelgom, 2008).

ton, pour les élites cosmopolites auxquelles appartiennent les chercheurs en études européennes, de considérer l'attachement national au mieux avec dédain, comme en témoigne notamment la notion d'identité « exclusive » réservée à ceux qui déclarent se sentir national mais pas européen⁹ et jamais l'inverse (Hooghe et Marks, 2008), au pire avec crainte voire mépris¹⁰. En termes de légitimité, la question est d'importance puisque la démocratie de masse et les nations se sont développées ensemble et qu'aujourd'hui encore, on peine à imaginer des formes de mobilisation politique et démocratique qui ne soit pas adossées à la responsabilité, ou tout le moins, au « concernement », que procure le sentiment d'appartenir à une nation, à un peuple. Norbert Elias a montré le lien entre le fait de se sentir faire partie d'un collectif, se définir à travers un "nous" et la référence à l'unité de survie que constitue l'Etat-nation (Elias, 1991 ; Delmotte, 2007). On peut d'ailleurs interpréter ainsi l'*Euroclash* mis en évidence par Fligstein, par la déception suscitée par les attentes vis-à-vis de leur Etat-nation de ceux qui n'ont pas bénéficié de la construction européenne, en opposition à ceux qui ont trouvé d'autres moyens de subvenir à leurs besoins, via la construction européenne et l'eupéanisation des pratiques économiques et culturelles. Comprendre comment les Européens réagissent à l'intégration suppose donc de partir de ce qu'ils sont, des citoyens socialisés dans le cadre d'un Etat-nation dont l'habitus national est bien ancré. Qu'on s'en réjouisse ou non ne doit pas entrer en ligne de compte, c'est un fait.

Appréhender la légitimité du système européen de gouvernement(s) en partant du niveau national amène à ne plus travailler à l'échelle européenne mais bien à poursuivre l'investigation dans la lignée des travaux de Juan Diez Medrano (Diez Medrano, 2003 ; 2010), par étude de cas, en construisant la comparaison par le bas, de manière inductive, comme nous l'avons fait dans CITAE. C'est aussi valable pour l'analyse des données de sondage, comme y incite d'ailleurs le poids de la variable nationale; on se doit de prendre les différences nationales dans les rapports à l'UE comme un élément essentiel de leur compréhension. Le choix de se cantonner à l'étude de quelques cas approfondis est une perspective qu'André-Paul a défendue dans d'autres travaux. Lorsqu'il étudie la participation électorale européenne aux élections de 1999 par exemple : il rappelle que cela met en jeu des processus historico-culturels de longue durée relatifs à la construction du cadre national et à certains aspects de la légitimité des États eux-mêmes (Frogner, 2000). Si les études qualitatives se montrent *a priori* les plus à même à rendre compte finement de ces différences nationales, l'approche défendue par André-Paul invite les études quantitatives

⁹ Notons que ce dédain, propre aux élites intellectuelles, n'est pas réservé aux études européennes si on en croit Craig Calhoun (Calhoun, 2007).

¹⁰ Ainsi Thomas Risse oppose une conception fermée, sinon bornée, de l'Europe – *Fortress Europe* – centré sur la souveraineté nationale, volontiers xénophobe et propre aux classes populaires à un modèle – *Modern Europe* – tolérant et éclairé porté par les élites (Risse, 2010)

à mieux considérer la variable nationale en réduisant le nombre de cas étudiés et en recourant à des analyses de régression multiniveaux pour dépasser les classiques ‘dummies’ nationales. Le citoyen européen est avant tout un citoyen national et pour le comprendre, faire abstraction des contextes nationaux n’a pas de sens puisqu’ils renvoient à l’espace de leur socialisation politique.

Ce qui ne signifie pas qu’il faille limiter l’investigation aux représentations, perceptions, identifications liées à la nation. Mais en suivant le regard que les citoyens portent sur le monde, on ne peut que constater que, pour la grande majorité d’entre eux, l’Europe n’est pas un échelon de pouvoir : c’est, comme l’ont bien montré Hans-Peter Kriesi et son équipe (Kriesi et *alii*, 2006 ; 2007), une manifestation du global. Citons là encore André-Paul et l’application qu’il a faite de la théorie des clivages de Seymour M. Lipset et Stein Rokkan au cas belge : on voit bien que la révolution mondialiste – la mondialisation – procède de l’accélération des dépassements des frontières tant sur le plan politique qu’économique (Frogner, 2007). Sur le plan politique, elle se manifeste par une dépossession des pouvoirs des Etats nationaux. L’intégration européenne n’en est qu’une manifestation particulière. Ce phénomène macrosociologique n’échappe pas à la sagacité des citoyens, même ceux qui sont les moins intéressés et/ou compétents sur le plan politique : dans leurs discussions, l’Europe n’existe que comme une manifestation de la mondialisation. Dès lors, la question mainte fois traitée de l’articulation du clivage européen aux clivages classiques manque à nouveau la cible puisqu’elle postule l’existence d’un échelon et d’un clivage proprement européens, largement démenti par l’absence de saillance des enjeux européens.

Comblent le déficit théorique relatif à la légitimité de l’UE vue du côté des citoyens

Les points développés ci-dessus – à savoir la confirmation d’une partition nette, au sein des Européens, entre les europhiles, bénéficiaires de l’intégration, et les autres, qui lui sont largement, indifférents ; l’importance qu’il y a à cesser de se concentrer sur les populations privilégiées pour explorer plus avant la façon dont les autres vivent les transformations politiques à l’œuvre sur le continent ; le fait de partir, pour cela, de ce qui leur est familier, le système politique national, sans postuler que l’Europe existe pour elles comme niveau de gouvernement – ces points résultent simplement de nos observations. Elles convergent d’ailleurs assez largement avec d’autres investigations empiriques qualitatives menées sur le sujet ces dernières années (Gaxie et *alii*, 2010 ; White, 2011). Ils doivent maintenant s’accompagner d’un retour à une

perspective plus théorique. Du côté de la sociologie politique¹¹, les travaux des études européennes sont restés trop longtemps ancrés dans une version simpliste du modèle eastonien des formes de soutien à un système politique. La complexification du modèle, que l'on trouve exprimée en particulier par Hooghe et Marks *via* la thèse, explicitement post-fonctionnaliste, du dissensus contraignant (Hooghe et Marks, 2008), a d'abord porté sur le rôle intermédiaire joué par les acteurs politiques et les médias dans la publicité et l'évaluation des performances du système européen et sur la politisation des enjeux qui en résulte. Cette perspective est prolongée par Pieter de Wilde pour mieux prendre en compte la dimension diachronique et les effets de la croissance de l'autorité du système de décision européen sur la polarisation de l'opinion publique (de Wilde, 2011 ; de Wilde et Zürn, 2012). Mais pour ce qui touche à l'analyse individuelle des auteurs du soutien que sont les citoyens des pays de l'UE, le modèle reste largement emprunté d'abord à la théorie de l'acteur rationnel – le soutien devait naître de la reconnaissance des bienfaits de l'intégration – mêlée à celle des opinions : les individus sont censés être porteurs de valeurs, sociologiquement déterminées, qui délimitent les discours auxquels ils sont accessibles. Dans ces discours ils puisent leurs opinions sur un sujet, et ces opinions se pérennisent en se structurant en attitudes. Ce qui résiste à ce modèle est largement attribué à des questions d'identification que l'on traite alors en s'appuyant sur la psychologie sociale. Plus récemment, on l'a dit, le modèle a été enrichi par la référence aux travaux de Karl Deutsch et à la prise en compte de la mobilité et des interactions entre les citoyens des différents pays de l'UE (Deutsch, 1953 ; Kuhn, 2011). Il demeure que le "débat scientifique" au sein des études européennes se limite trop souvent à des questions de mesure, d'échantillons, de choix des indicateurs et de leur traitement. L'article de Katrin Mitchell, récemment publié dans la revue centrale de la discipline qu'est *JCMS* (Mitchell, 2015) est un bon exemple. Intitulé *Rethinking the 'Erasmus effect' on European identity*, ce texte, qui prend acte de résultats contradictoires entre les auteurs intéressés à la question, propose en fait pour les départager d'examiner de nouvelles données.

La faiblesse théorique des études européennes s'explique sans doute largement par la dépendance dans laquelle elles sont longtemps restées vis-à-vis des données Eurobaromètre. Elle n'est d'ailleurs pas passée inaperçue: le livre collectif *Sociology of the European Union*, édité par Adrian Favell et Virginie Guiraudon, publié en 2011, visait déjà à sortir les travaux sur l'UE des frontières de la sous discipline pour qu'ils bénéficient du pluralisme conceptuel et théorique des sciences sociales internationales (Favell et Guiraudon, 2011). En ce sens, la recherche de l'équipe menée par Daniel Gaxie, inscrite dans une sociologie critique d'inspiration bourdieusienne,

¹¹ On laisse ici de côté les modèles théoriques issus des relations internationales et les controverses qui leur sont propres dès lors qu'ils sont.

est un apport indiscutable et éclaire d'un jour nouveau le soit disant euroscepticisme des classes populaires (Gaxie et alii, 2010). Jonathan White propose lui aussi dans *Political Allegiance after European Integration*, une approche de la légitimité du système européen débarrassée de la notion de soutien (White, 2011). Dans notre propre ouvrage *Overlooking Europe*, ce décalage théorique a été opéré par le recours à la notion de réactions, substituée à celle d'attitudes. Dans tous les cas, le phénomène majeur qui impose de repenser le cadre théorique est l'absence manifeste d'intérêt pour les enjeux de gouvernance européenne observée dans les entretiens qualitatifs, absence d'intérêt difficile à détecter avec les sondages puisque les réponses des interviewés à une même question se valent, quelle que soit l'importance qu'ils lui accordent.

A ce stade, débattre des mesures et raffiner le traitement statistique des indicateurs ne peut pas permettre de mieux décrire la réalité si le cadre théorique qu'on utilise est inadapté, ce qui est clairement le cas des notions de soutien et d'identité dans le cadre européen. L'UE est pour la grande majorité des citoyens un objet trop peu compris et identifié. Ici, l'approche par les sondages est limitée car elle a beaucoup d'affinités avec le raisonnement déductif, lequel requiert un cadre théorique et des hypothèses appropriées. Tandis que l'approche qualitative est en principe plus adaptée à l'exploration et surtout, elle est – ou devrait être¹² – clairement orientée vers la construction théorique (Ragin, 1987). Quoiqu'il en soit, les qualités essentielles, à nos yeux, de travaux portant aujourd'hui sur la légitimité de l'intégration appréhendée par les citoyens sont l'induction, la réflexivité et la systématité. Quelles que soient les méthodes qu'on utilise, il faut s'obliger à interpréter à partir de ce qu'on observe, en s'interrogeant avec soin sur les conséquences des méthodes choisies et de leur mise en œuvre sur ce qu'on parvient à observer, le tout, de la façon la plus rigoureuse possible. Cette démarche est indispensable pour sortir du cercle de légitimation dans lequel se sont enfermées les études européennes. Plus que jamais, les "cas déviants" et tout ce qu'on a du mal à expliquer doit être mis au centre de la réflexion et servir de point de départ à une reformulation théorique au lieu d'être traités comme des phénomènes résiduels.

L'intégration européenne est un phénomène pleinement politique: elle participe de la redistribution du pouvoir et des richesses à l'échelle du continent le plus riche de la planète et donc, au-delà. Les théories sur lesquelles on s'appuie pour l'étudier doivent le prendre en compte. Importer des théories venues d'autres disciplines et

12 On voit néanmoins beaucoup de recherches qualitatives renoncer à cette orientation théorique pour se contenter d'illustrer, plus ou moins finement, des hypothèses déjà là. La vogue du focus groupe, en particulier dans le cas de grosses enquêtes comparatives internationales, s'accompagne d'une certaine forme de dévoiement de l'approche qualitative.

notamment, de la psychologie, peut dès lors se révéler hasardeux¹³. Considérer, comme c'est devenu monnaie courante l'identité européenne comme une dimension parmi d'autre de l'identité individuelle ne permet pas de prendre en compte les effets de pouvoir qui caractérisent la redéfinition des sphères de gouvernement. Cette façon de traiter la relation que les citoyens entretiennent avec la communauté politique comme un phénomène d'ordre essentiellement cognitif laisse à penser que construire de l'identité relève surtout de l'ordre du discours, de l'argumentation voire, de la manipulation symbolique¹⁴. Il suffirait de savoir s'adresser aux masses et de neutraliser les discours contestataires, et notamment les discours populistes, pour les attacher à un système politique dont a pu montrer qu'une large majorité d'entre elles ne bénéficie pas¹⁵. Certes, on a montré historiquement comment les nations ont été construites par l'action des élites qui ont utilisé des procédés notamment symboliques pour leur donner des contours communautaires cohésifs: dans le prolongement des historiens modernistes (Gellner, 1983 ; Hobsbawm, 1992), Anne-Marie Thiesse a analysé la « check list identitaire », largement symbolique – un hymne, un drapeau, une langue, des mythes, des héros, des monuments –, qui a servi de trame commune à l'invention des nations européennes (Thiesse, 1999). Mais ceci n'a fonctionné que parce que ce travail symbolique a accompagné la mise en œuvre des dispositifs d'action publique à la fois fortement intégrateurs et distinctifs (Noiriel, 2005). Le travail historique de nationalisation des citoyens a été fondamentalement double: ils ont appris à se sentir appartenir à la communauté définie par les frontières de l'autorité de leur gouvernement national en même temps qu'ils adoptaient des comportements rendus similaires par l'encadrement de politiques qui leur étaient communes. Cette nationalisation ne s'est pas faite de façon linéaire et elle a pris du temps (Déloye, 2007). La définition de soi comme national, si elle est ancrée dans l'expérience et réactivée en permanence par les symboles et les discours publics (Billig, 1995), est aussi le fruit d'une socialisation précoce qui suppose le relai des générations (Throssel, 2015). Les recherches actuelles sur l'identité européenne méconnaissent profondément ces résultats des travaux historiques et sociologiques. Personne ne peut savoir si l'"identité européenne" existera un jour ; il est certain par

13 Au contraire, le travail de Norbert Elias, qui lie directement la transformation de la psychologie personnelle et de la représentation de soi avec l'évolution des attributions de ressources consécutive à l'intégration des territoires politiques est beaucoup plus féconde.

14 L'importation des neurosciences pour l'étude de l'effet des symboles sur les attachements est pire encore que l'approche cognitive: elle fait de la définition de soi un pur phénomène cognitif, détaché de la réalité des expériences de vie (Cram, 2012).

15 C'est ici que le livre de Jonathan White, particulièrement innovant sur le plan théorique et empirique, déçoit: en conclusion de l'analyse très fouillée dans laquelle il montre que les conditions de légitimation de l'intégration sont loin d'être remplies, il s'interroge sur "l'architecture rhétorique" qui permettrait renverser les choses, au lieu de prendre acte du fait que le processus en œuvre ne fait pas la preuve de son efficacité.

contre qu'il ne suffira pas de faire taire les discours contestataires et d'améliorer la communication de l'UE pour faire des Européens. Les scientifiques doivent cesser de contribuer à cette entreprise de légitimation et revenir à la question qui a justifié le travail d'investigation sur l'identification à l'Europe : celle de la légitimité du processus d'intégration.

Ambivalence, indifférence, réactions: pour un modèle plus heuristique de la construction des opinions à l'égard de l'intégration.

Il faut pour commencer ne pas sous-estimer le caractère fondamental complexe des transformations auxquelles participe l'intégration européenne. Là encore, les discussions que nous avons observées témoignent de la conscience que les citoyens ont de la pluralité des processus en cause et de la difficulté dans laquelle ils sont d'évaluer les conséquences et les effets de ce qu'ils identifient mal. Les approches quantitatives, opérant par réduction, saisissent plus facilement les positions tranchées et tendent à considérer les positions modérées ou partagées comme des non-opinions (Van Ingelgom, 2012). Néanmoins, certaines analyses récentes de données de sondage ont souligné la nécessité de ne plus se limiter à étudier le soutien (et son contraire) et de prendre en considération l'ambivalence pour saisir les rapports des citoyens à l'égard de l'intégration européenne. Catherine de Vries, par exemple, insiste sur l'importance qu'il faut accorder à l'ambivalence pour comprendre l'évolution des attitudes citoyennes à l'heure où la crise secoue l'Europe (de Vries, 2013). Sa conclusion, qui souligne que l'euroscpticisme ne caractérise pas seul le changement des rapports l'UE, n'est pas sans rappeler la nôtre. Dans son sillage, Florian Stoeckel étudie lui aussi l'ambivalence sur le plan quantitatif et arrive à la conclusion qu'elle augmente avec le degré de sophistication politique¹⁶ (Stoeckel, 2013). Il souligne également que la division des élites politiques sur l'enjeu européen renforce l'ambivalence. Ces résultats confirment que la politisation dans le débat public des enjeux européens ne réveille pas nécessairement ce géant endormi que serait l'euroscpticisme et concourt au contraire à renforcer l'ambivalence à l'égard de l'intégration européenne.

Cette confirmation des résultats d'*Overlooking Europe* et d'*Integrating Indifference* vient conforter le changement conceptuel que nous avons déjà évoqué et qui nous semble théoriquement important: il convient de parler de réactions et non pas d'attitudes lorsqu'on étudie les rapports ordinaires à l'intégration européenne. Une

¹⁶ Un résultat qui dépasse la question européenne: les plus compétents politiquement, quand ils ne sont pas engagés par ailleurs dans un "camp" politique, ont souvent plus de mal à prendre position sur un sujet donné (Duchesne et Haegel, 2001 ; 2004).

attitude est un système d'opinions structurées et relativement stabilisées qui explique que, même sans se tenir particulièrement informé sur un sujet, un individu soit en mesure de prendre position sur les enjeux qui en relèvent et dans une certaine mesure, de le justifier. Les attitudes sont des constructions qui ont une certaine pérennité car elles s'ancrent dans la socialisation, sinon primaire, du moins précoce des acteurs. Elles sont largement le fruit de transmissions générationnelles même si celles-ci n'ont rien de mécanique: les changements de contexte historique, social et la diversité des personnes et des institutions responsables de la socialisation d'un individu font que chacun développe un système d'attitudes qui lui est propre (même s'il est sociologiquement explicable), avec des tensions qui lui sont propres. Face à un phénomène nouveau, particulièrement complexe et en constante évolution comme l'intégration européenne, la plupart des citoyens ne disposent pas d'attitudes spécifiquement liées à cet objet. Ceux qui s'intéressent le plus à la politique puisent dans les discours des acteurs auxquels ils font confiance, ou dans les informations auxquelles ils sont réceptifs, les arguments qui leur permettent d'évaluer le processus en cours et de prendre position. Ceux qui s'y intéressent le moins sont amenés, pour répondre aux questions qui peuvent leur être posées à ce sujet, à mobiliser des opinions ancrées dans d'autres attitudes, liées notamment à la justice, la sécurité ou l'autorité. C'est en ce sens qu'on dira qu'ils réagissent plus qu'ils évaluent. Les formes de l'interrogation, la formulation des questions, leur contexte ont alors un impact particulièrement fort sur les attitudes auxquelles ils vont puiser. Les opinions qu'ils mobilisent pourront aussi bien se révéler contradictoires – d'où le phénomène d'ambivalence – et leur rapport à la question posée peut n'être que très superficiel – d'où le poids de l'indifférence. Ce phénomène de construction d'un point de vue politique par réaction est particulièrement observable avec la méthode du focus groupe; avec les sondages, c'est la sensibilité d'un phénomène aux indicateurs utilisés qui permet d'en faire l'hypothèse¹⁷.

Poser que le cadre théorique adapté à la compréhension de la relation que les citoyens européens entretiennent avec le processus d'intégration suppose de faire la différence entre attitudes et réactions permet aussi de comprendre que ce n'est pas le défaut de connaissance qui explique l'ampleur de l'ambivalence, de l'indifférence et plus largement, le caractère imprédictible des réponses que les citoyens donnent aux questions qui leur sont posées, par référendum en particulier: c'est la nouveauté du phénomène au sens historique du terme, la faiblesse de la socialisation générationnelle propre à cet objet et son inscription dans un changement plus radical, plus profond du mode de gouvernement porté par la globalisation qui expliquent qu'ils distillent à peine le système européen. Le « consensus permissif » exprimait le fait

¹⁷ De fait, André-Paul et Sophie ont souligné combien la relation entre mesure d'identification à l'Europe et à la nation était dépendante des indicateurs et du contexte (Duchesne et Frogner, 2002).

que la légitimité de la construction européenne, à ses débuts, a tout entière reposé sur la confiance que les citoyens européens accordaient à leurs élites nationales (Lindberg et Scheingold, 1970; Anderson, 1998). De la même façon, le déficit démocratique persistant de l'UE n'est qu'un élément de la crise de légitimité des Etats-Nations européens. C'est elle qu'il faut étudier si l'on veut comprendre ce qui se passe, et il faut le faire avant que le réservoir de légitimité, rempli par l'Etat-providence et la démocratie de masse au siècle dernier, ne soit définitivement vidé.

Conclusion: l'aventure continue

L'identité ou plutôt l'identification des citoyens à leur communauté politique est intimement liée à la légitimité des systèmes politiques que nous avons connus depuis les révolutions nationales et démocratiques des 18e et 19e siècles. Ce qui ne signifie ni que ce sera le cas des systèmes politiques portés par la globalisation, ni qu'on puisse créer de l'identité pour légitimer ceux que nous connaissons aujourd'hui. En se lançant à la recherche de l'identité européenne, les européanistes ont lâché la proie pour l'ombre. André-Paul, lui, ne s'est jamais trompé de cible: il est à la recherche des génies invisibles de la cité (Ferrero, 1988 [1945]). Cela passe, pour lui, par une utilisation subtile et non simpliste du modèle eastonien, qui met en avant les effets de l'accumulation, dans la longue durée, des effets de la socialisation et de l'expérience.

Nous entendons bien continuer l'aventure dans laquelle il nous a, l'une puis l'autre, entraînés. Concrètement, nous voulons poursuivre l'alternance d'exploration qualitative et de vérification quantitative afin de tirer pleinement profit du potentiel théorique de la première et de la rigueur de la seconde. Après avoir réanalysé les données quantitatives de l'Eurobaromètre, nous devons poursuivre par la réanalyse de données qualitatives longitudinales qui seules pourraient nous permettre de comprendre inductivement, réflexivement et systématiquement les réactions à l'Europe et d'y chercher les formes éventuelles de sa légitimité en développement. Du côté qualitatif, il reste beaucoup à explorer dans les enquêtes qui ont été réalisées ces vingt dernières années, pour peu qu'on se donne les moyens de les rassembler et de les réanalyser en fonction des conclusions évoquées ci-dessus. Tout d'abord, ne pas singulariser l'échelon de gouvernement européen, respecter la perspective qui est celle interviewés et appréhender ensemble les formes de gouvernement qu'ils identifient. Ensuite, ne pas confondre identité et légitimité, pas plus qu'appartenance et soutien: chercher dans les matériaux empiriques comment les individus interprètent et/ou comprennent les changements à l'œuvre dans la définition et la mise en œuvre de ce qui s'impose à eux, et vers quoi s'orientent leurs solidarités, de qui et comment ils attendent du soutien – ou pour le dire en termes eliasiens, quels sont les contours de leur(s) unité(s) de survie et comment ceux-ci évoluent. Dans cette exploration, il importe d'accorder beaucoup plus d'attention aux popula-

tions les moins privilégiées et les moins politisées, à celles et ceux dont les connaissances politiques sont limitées et qui n'appréhendent pas le système de gouvernement à partir des règles qui sont les siennes. Si et seulement si leur perspective devient plus claire, on pourra chercher les moyens de réaliser, dans quelques pays bien choisis, une enquête quantitative et comparative avec des échantillons soignés et des questionnaires repensés, pour vérifier la portée de ces résultats. Là encore il conviendra ne pas lâcher la proie pour l'ombre et de se donner les moyens d'opérationnaliser la légitimité¹⁸. Mais il reste du chemin à faire avant d'en arriver là.

¹⁸ A titre d'exemple, voir les questions posées par André-Paul et Virginie, en Belgique, sur les attitudes à l'égard des impôts (Frognier, Van Ingelgom, 2007 ; 2015).

Bibliographie

Anderson, C., « When in doubt, use proxies. Attitudes towards domestic Politics and Support for European Integration », *Comparative Political Studies*, vol. 31, 1998, pp. 569-601.

Billig, M., *Banal nationalism*, London, Thousand Oaks, Calif, Sage, 1995.

Blondel, J., Sinnott, R., Svensson, P., *People and parliament in the European union. Participation, democracy and legitimacy*, Oxford, Clarendon University Press, 1998.

Bruter, M., *Citizens of Europe? The emergence of a mass European identity*, New York, Palgrave Macmillan, 2005.

Calhoun, C.J., *Nations matter: culture, history, and the cosmopolitan dream*, London, New York, Routledge, 2007.

Citrin, J., Sides, J., « More Than Nationals: How Identity Choice Matters in the New Europe », in R. Herrmann, T. Risse, M. Brewer (dir.), *Identities in Europe and the institutions of the European union*, London, Rowman and Littlefield, 2004, pp. 161-85.

Cram, L., « Does the EU Need a Navel? Implicit and Explicit Identification with the European Union », *JCMS: Journal of Common Market Studies*, vol. 50, 2012, pp. 71-86.

de la Boétie, E., *Discours de la servitude volontaire*, Editions des Mille et une nuits, 1995 [1576].

de Vries, C., « Ambivalent Europeans? Public Support for European Integration in East and West », *Government and Opposition*, vol. 48, 2013, pp. 434-61.

De Wilde, P., « No Polity for Old Politics? A Framework for Analyzing the Politicization of European Integration », *Journal of European Integration*, vol. 33, 2011, pp. 559-75.

De Wilde, P., Zürn, M., « Can the Politicization of European Integration Be Reversed? », *JCMS: Journal of Common Market Studies*, vol. 50, 2012, pp. 137-53.

Delmotte, F. « Norbert Elias et l'intégration postnationale » *Swiss Political Science Review*, vol. 8, n°1, 2002, pp. 3-26.

Delmotte, F., *Norbert Elias: la civilisation et l'Etat: Enjeux épistémologiques et politiques d'une sociologie historique*, Bruxelles, Presses de l'Université de Bruxelles, 2007.

Delmotte, F., « La légitimité de l'Union européenne, une affaire de bons sentiments? Réflexions sur l'appartenance à la communauté politique », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 15, 2008, pp. 541-54.

Déloye, Y., *Sociologie historique du politique*, Paris: La Découverte, 2007.

Deutsch, K., *Nationalism and Social Communication. An Inquiry into the Foundations of Nationality*, New York, Technology Press of Massachusetts Institute of Technology and Wiley, 1953.

Diez Medrano, J., *Framing Europe. Attitudes to European Integration in Germany, Spain and the United Kingdom*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2003.

Diez Medrano, J., « Unpacking European Identity », *Politique européenne*, vol.30, 2010, pp. 45-66

Diez Medrano, J., Gutierrez, P., « Nested Identities: National and European Identities in Spain », *Ethnic and Racial Studies*, vol. 24, 2001, pp. 753-78.

Duchesne, S., « Le tournant qualitatif des travaux sur les attitudes à l'égard de l'intégration européenne: un virage consommé », *Lectures critiques, Revue française de science politique*, Vol. 62, n°1, 2012, pp. 109-128.

Duchesne, S., *Citoyenneté à la française*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997.

Duchesne, S., Frazer, E., Haegel, F., Van Ingelgom, V. (dir.), *Citizens' Reactions to European Integration Compared Overlooking Europe*, New York, Palgrave Macmillan, 2013

Duchesne, S., Frogner, A.-P., « Is there a European Identity? », in O. Niedermayer, R., Sinnott, *Public Opinion and Internationalized Governance*, Oxford, Oxford University Press, Beliefs in Government series, 1995, pp. 193-226.

Duchesne, S., Frogner, A.-P., « Sur les dynamiques sociologiques et politiques de l'identification à l'Europe », *Revue Française de Science Politique*, vol. 52, n°4, 2002, pp. 355-373.

Duchesne, S., Frogner, A.-P., « Why is it so difficult to know if national pride leads the way to European identity or prevents it ? », *Cahiers européens de Sciences Po*, n°3, 2007.

Duchesne, S., Frogner, A.-P., « National and European Identifications : a Dual Relationship », *Comparative European Politics*, vol. 6, 2008, pp. 143-168.

Duchesne, S., Haegel, F., « Entretiens dans la cité. Ou comment la parole se politise », in « Repérages du politique », *EspacesTemps Les Cahiers*, n°76/77, 2001, pp. 95-109.

Duchesne, S., Haegel, F., « La politisation des discussions, au croisement des logiques de spécialisation et de conflictualisation », *Revue Française de Science Politique*, vol. 54, n°6, 2004, pp. 877-909.

Duchesne, S., Van Ingelgom, V., « Comment les discussions deviennent politiques, lorsque des français, des Anglais ou des Belges francophones parlent de l'Europe? » *Politique Européenne*, n°24, 2008, pp. 145-149.

Dupoirier E., « The Development Of National, Subnational And European Identities In European Countries », *Cahiers européens de Sciences Po*, 2000, n°4.

Easton, D. « Re-Assessment of the Concept of Political Support », *British Journal of Political Science*, vol. 5, 1975, pp. 435-57.

Elias, N., *La société des individus*, Fayard, 1991.

Favell, A., *Eurostars and Eurocities. Free Movement and Mobility in an Integration Europe*. Oxford, Blackwell, 2008.

Favell, A., Guiraudon, V. (dir.), *Sociology of the European Union*, New York, Palgrave Macmillan, 2011.

Ferrero, G., *Pouvoir, les génies invisibles de la cité*, Le livre de Poche, 1988 [1945].

Fligstein, N., *Euroclash. The EU, European Identity and the Future of Europe*. Oxford, Oxford University Press, 2008.

Frognier A.-P., « Chapitre 3. Identité et participation électorale : pour une approche européenne des élections européennes », in G. Grunberg et al., *Le vote des Quinze*, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) « Chroniques électorales », 2000, p. 75-94.

Frognier A.-P., « Application du modèle de Lipset et Rokkan à la Belgique », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 14, n°2, 2007, p. 281-302.

Frognier, A.-P., « Post Script : Searching for the Grail. A Comparison of Quantitative and Qualitative Methods: the Viewpoint of a Survey Analyst », in S. Duchesne et alii, *Citizens' reactions to European Integration Compared: Overlooking Europe*, 2013, p. 200-204.

Frognier, A.-P., Van Ingelgom, V., « Legitimacy and Identification in the European Union : From Conceptualisation to Empirical Framework », Communication présentée à ECPR Joint Sessions, Workshop 17 : 'Political Identity and Legitimacy in the Politics of the European Union', 2006, Nicosie

Frognier, A.-P., Van Ingelgom, V., « La légitimité, le soutien politique et le comportement électoral », in A.-P. Frognier, L. De Winter, P. Baudewyns (dir.), *Elections : le reflux?*, De Boeck, Bruxelles, 2007, pp. 183-204.

Frognier, A.-P., Van Ingelgom, V. « La légitimité politique : quand payer ses taxes n'est pas qu'une obligation » in P. Baudewyns (dir.), *Etre Electeur en Wallonie*, Presses Universitaires de Louvain, Louvain-la-Neuve, 2015.

Gabel, M., « Public Support for European Integration: An Empirical Test of Five Theories », *Journal of Politics*, vol. 60, 1998, pp. 333-54.

Gabel, M., Palmer, H., « Understanding Variation in Public Support for European Integration », *European Journal of Political Research*, 27, 1995, pp. 3-19.

Garcia, G., Van Ingelgom, V., « Étudier les rapports des citoyens à l'Europe à partir d'entretiens collectifs: une illustration des problèmes de la comparaison internationale en méthodologie qualitative », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 17, 2010, pp. 131-67.

Gaxie, D., Hubé, N., de Lassale, M., Rowell, J. (dir.), *L'Europe des européens. Enquête comparative sur les perceptions de l'Europe*, Paris, Economica, 2010.

Gellner, E., *Nations and nationalism. New perspectives on the past*, Ithaca: Cornell University Press, 1983.

Grignon C., Passeron, J.-C., *Le Savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Gallimard/Seuil, 1989.

Hobsbawm, E. J., *Nations and nationalism since 1780: programme, myth, reality*, 2nd ed. Cambridge, New York: Cambridge University Press, 1992.

Herrmann, R., K., Risse, T., Brewer, M. B. (dir.), *Transnational Identities. Becoming European in the EU*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2004.

Hooghe, L., Marks, G., « Does identity or economic rationality drive public opinion on European integration? », *Political Science and Politics*, vol. 37, n°03, 2004, pp. 415 – 420.

Hooghe, L., Marks, G., « Calculation, Community and Cues: Public Opinion on European Integration », *European Union Politics*, vol. 6, 2005, pp. 419-43.

Hooghe, L., Marks, G., « A Post Functionalist Theory of European Integration: From Permissive Consensus to Constraining Dissensus », *British Journal of Political Science*, vol. 39, 2008, pp. 1-23.

Inglehart, R., « Cognitive Mobilization and European Identity », *Comparative Politics*, vol. 3, n°1, 1970, pp. 45-70.

Kriesi H.-P. et al., « Globalization and the Transformation of the National Political Space. Six European Countries Compared », *European Journal of Political Research*, vol. 45, n°6, 2006, pp. 921-956.

Kriesi, H.-P., Grande, E., Lachat, R., Dolezal, M., Bomschier, S., Frey, T., *West European Politics in the Age of Globalization*, Cambridge, New York, Cambridge University Press, 2008.

Kuhn, T., « Individual Transnationalism, Globalisation and Euroscepticism: An Empirical Test of Deutsch's Transactionalist Theory European », *Journal of Political Research*, vol. 50, 2011, pp. 811-37.

Lindberg, L. N., Scheingold, S. A., *Europe's would-be polity: patterns of change in the European community*, Prentice-Hall, 1970.

Mayer N., « La fierté d'être Français, de l'indépendance algérienne à Maastricht », *L'année sociologique*, vol. 46, n°1, 1996, p. 151-165.

Mitchell, K., « Rethinking the 'Erasmus Effect' on European Identity », *JCMS: Journal of Common Market Studies*, vol. 53, 2015, pp. 330-348.

Noiriel, G., *État, nation et immigration : vers une histoire du pouvoir*, Paris: Gallimard, 2005.

Ragin, C. C., *The Comparative Method: Moving Beyond Qualitative and Quantitative Strategies*, University of California Press, 1987.

Risse, T., « The Euro between National and European Identity », *Journal of European Public Policy*, vol. 10, 2008, pp. 487-505.

Risse T., *A Community of Europeans? Transnational Identities and Public Spheres*, Ithaca NY, Cornell University Press, 2010.

Schild, J., « National Versus European Identities? French and German in the European Multi-Level System », *JCMS: Journal of Common Market Studies*, vol. 39, 2001, pp. 331-51.

Schrag Sternberg, C., *The Struggle for EU Legitimacy. Public Contestation, 1950-2005*, Basingstoke, Palgrave MacMillan, 2013.

Stoeckel, F. « Ambivalent or Indifferent? Reconsidering the Structure of Eu Public Opinion », *European Union Politics*, vol. 14, 2013, pp. 23-45.

Thiesse, A.-M., *La création des identités nationales : Europe, XVIIIe-XXe siècles*, L'univers historique, Paris: Seuil, 1999.

Throssell, K., « Un berceau bleu, blanc, rouge: le nationalisme ordinaire et l'enfance », *Raisons politiques*, vol. 37, n°1, 2010, pp. 27-38.

Throssell, K., *Child and nation*, Peter Lang, 2015.

Van Ingelgom, V., « Mesurer l'indifférence. Intégration européenne et attitudes des citoyens », *Sociologie*, vol. 1, 2012, pp. 1-20.

Van Ingelgom, V., *Integrating Indifference. A Comparative, Qualitative, and Quantitative Approach to the Legitimacy of European Integration*, ECPR Press, 2014.

White, J., *Political Allegiance after European Integration*, Palgrave Macmillan, Basingstoke, 2011.